

M. Luc Chatel
Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie et de la
Consommation et Porte-parole du Gouvernement
139, rue de Bercy
F-75012 Paris
France

Le 4 novembre 2008

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED, représentant le secteur privé des deux rives de la Méditerranée, souhaitent vous faire part de leur soutien à la septième conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'industrie, qui se tiendra à Nice les 5 et 6 novembre prochains, sur les thèmes de la compétitivité, de l'innovation et du développement durable.

BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED défendent fermement non seulement ces trois thèmes mais également la politique d'intégration économique de la région méditerranéenne. Nous sommes convaincus que les organisations d'entreprises jouent un rôle central dans les défis à relever en matière de coopération régionale et de compétitivité à l'échelle mondiale.

BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED se sont pleinement impliqués dans le projet de rapprochement économique de la région méditerranéenne, collaborant ainsi avec des représentants des pays partenaires européens et méditerranéens, et ce en vue d'améliorer le programme de travail pour la coopération industrielle euro-méditerranéenne 2009-2010. Nous espérons que ce programme donnera un nouvel élan aux petites et moyennes entreprises des pays partenaires méditerranéens et qu'il incitera les investisseurs de l'Union européenne à investir dans des pays partenaires méditerranéens à fort potentiel.

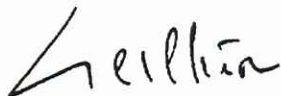
Au début de la Présidence française de l'Union européenne, BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED ont publiquement soutenu le programme de politique d'intégration de la région méditerranéenne initié par M. Nicolas Sarkozy, programme désormais connu sous le nom de *processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée*. Nous avons pris note des intéressantes suggestions formulées par la Présidence française concernant les projets et les initiatives en la matière. Nous sommes d'avis que l'intérêt renouvelé pour la région méditerranéenne dynamisera une région qui, à regret, n'a pas encore développé tout son potentiel – fait dû à un processus de Barcelone trop ambitieux, qui, par ailleurs, n'atteindra probablement pas son objectif de créer une zone de libre-échange euro-méditerranéenne d'ici 2010. Cependant, les travaux réalisés jusqu'à présent sont impressionnants et les négociations devraient se poursuivre avec l'appui de l'Union européenne.

Nous attirons aussi votre attention sur la déclaration commune de BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED, dont vous trouverez copie en annexe, présentée en coopération avec le MEDEF lors des troisièmes journées de la compétitivité euro-méditerranéenne, les 3 et 4 juillet 2008 à Marseille. Cette déclaration vise à lancer l'Agenda de Marseille pour l'amélioration de la compétitivité des pays des rives nord et sud de la Méditerranée.

Les objectifs de l'Agenda de Marseille sont ambitieux et pragmatiques à la fois. Il cherche à stimuler les échanges commerciaux entre l'Union méditerranéenne et les pays partenaires méditerranéens de 10 % par an, en vue de tripler le commerce d'ici 2020. Le programme vise également à tripler les investissements étrangers directs d'ici 2020, établir des objectifs de stabilité macro-économique, mettre en place un environnement réglementaire favorable à l'investissement et doubler le PIB des pays partenaires de la Méditerranée d'ici 2020. Nous serons à même de parvenir à ces objectifs par le déploiement d'une politique de coopération économique solide reposant sur un leadership politique fort.

En guise de conclusion, BUSINESSEUROPE et BUSINESSMED sont conscients que la crise financière actuelle est susceptible de décourager les investissements dans une région potentiellement avantageuse, mais difficile en période de récession économique et de contraction du crédit. Nous devons agir pour restaurer la confiance des investisseurs, en améliorant le climat des affaires dans cette région. Une coopération économique renforcée dans la région contribuera à rétablir la croissance et les perspectives économiques.

Nous vous vous prions de recevoir, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de notre considération distinguée.



Ernest-Antoine Seillière
Président de BUSINESSEUROPE



Jacques Jean Sarrat
Président de BUSINESSMED